



STUCS Syndicat des Travailleur·euses Uni·es de la Culture et du Spectacle - CNT-SO

STAA Syndicat des Travailleur·euses Artistes-Auteur·ices - CNT-SO

SUD Culture - Métier Intermittents de la Créditation des Arts et de la Médiation - Solidaires

SIPMCS Syndicat Interprofessionnel de la Presse, des Médias de la Culture et du Spectacle - CNT-F

12 Décembre 2025

AFDAS "Elle est où la moulaga ?"

Depuis mi-octobre, l'AFDAS (Assurance Formation Des Activités du Spectacle) a gelé le financement des formations des Artistes-auteur·ices, des journalistes pigistes et des intermittent·es.

Nous nous mobilisons pour défendre notre droit à la formation !

Soyons Nombreux·ses **le 18 décembre 2025 à 9h devant le siège de l'AFDAS** (66 rue Stendhal 75012 Paris) pour faire entendre notre mécontentement et nos revendications pour 2026 en ce jour de conseil d'administration de l'AFDAS

Ce gel des financements de nos formations poursuit un processus de délitement de nos droits remarqué dès l'année dernière, notamment à travers une redéfinition des critères d'attribution et une réduction des champs de formations envisageables. Ce remaniement des critères rend compte d'un manque de considération des enjeux contemporains de la culture, négligeant la transdisciplinarité des pratiques.

Pire encore, avec la suspension totale des financements ce sont aussi les formations obligatoires de sécurité qui ne sont plus financées (CACES, travail en hauteur, habilitation électrique, secourisme, etc.) alors qu'elles sont obligatoires et demandées par les employeur·ses.

Nous rappelons que pour beaucoup d'intermittent·es, notamment dans le secteur évènementiel et du spectacle vivant qui effectuent beaucoup d'heures sur les festivals estivaux, les mois de novembre, décembre et janvier sont les mois privilégiés pour la formation.

Cette coupure brutale d'un trimestre entier est intervenue sans aucun préavis et n'a d'abord été transmise qu'individuellement par mail ou téléphone. Aujourd'hui encore, cette annonce n'est pas communiquée assez clairement par l'AFDAS, et par les syndicats représentatifs y siégeant.

Lors de la première coupure, il a été avancé qu'elle était due au nombre croissant de demandes de la part des artistes auteur·ices et à la non participation financière de certains Organismes de Gestion Collective (OGC) ; il a ensuite été vaguement évoqué d'autres réponses floues : répercussion des années Covid, baisse du volume d'embauches, épuisement d'un fonds européen, augmentation des coûts de formations, etc., sans aucune réponse claire sur la non anticipation du manque de liquidité et la coupure brutale du jour au lendemain.

À la violence matérielle de se retrouver privé·es de nos droits, s'ajoute la violence politique d'être laissé·es dans l'ombre. Nous exigeons transparence et réparation de la part de toutes les structures siégeant à l'AFDAS.

Pour palier le manque d'argent pour le financement de nos formations, **nous demandons l'augmentation des cotisations des employeurs, notamment en revalorisant les salaires** (stagnation des salaires = stagnation des cotisations), **la fin des rémunérations à la prime** (défiscalisées et désocialisées) et **l'obligation des OGC et des grands événements internationaux à cotiser** pour la formation des Travailleur·euses du secteur.

Un retour des financement et de nouvelles règles sont annoncés pour la mi-janvier 2026 : nous ne tolérerons pas une nouvelle dégradation de notre droit à nous former.

Nous exigeons le droit de toutes les travailleuses et tous les travailleurs à un accès à la formation !

Dans ce contexte, nous demandons entre autre :

- Des explications publiques, claires et précises sur ces coupures brutales ;
- Une transparence totale et permanente de l'ensemble du budget de l'AFDAS ;
- La contribution obligatoire des OGC (Organismes de Gestions Collectives) ;
- La sanctuarisation des budgets alloués aux formations obligatoires ;
- La mise en place de procédures de recours officielles (actuellement inexistantes) ;
- La réévaluation de critères d'attribution qui ont été abaissés.

Aussi, dans le contexte actuel **nous réclamons la fin de la politique d'austérité** qui touche les services publics en général, et le service public de la culture en particulier ainsi qu'**une révalorisation générale des salaires** afin de combler l'inflation et augmenter les parts de cotisation des employeurs.